



NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/COM.8/L.10
21 août 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE LA "SOUTHERN HIGHLANDS DISTRICT AREA AUTHORITY"
CONCERNANT LE PAPUA-NOUVELLE-GUINEE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)

SOUTHERN HIGHLANDS DISTRICT AREA AUTHORITY

Le 10 juin 1974

Monsieur le Secrétaire général
de l'Organisation des
Nations Unies
Organisation des Nations Unies
New York
Etats-Unis d'Amérique

Monsieur le Secrétaire général,

La question de l'indépendance du Papua-Nouvelle-Guinée a été discutée de façon approfondie à la neuvième réunion générale de la Southern Highlands District Area Authority (autorité du district des hauts-plateaux du Sud).

La résolution No 102, 1973/74, a été adoptée, par laquelle il est décidé "que la Southern Highlands District Area Authority fera connaître sa position sur la question de l'indépendance à une date rapprochée à autant de personnes et de parties intéressées qu'il sera nécessaire, afin que nul n'ignore qu'elle y est catégoriquement opposée; que les observations formulées par les membres de la Southern Highlands District Area Authority qui se sont prononcés sur cette question figureront dans la présente résolution et que des exemplaires de cette dernière seront envoyés à l'Australian Broadcasting Commission, à la Papua New Guinea National Broadcasting Commission, au Post Courier, au Ministre principal, au Premier Ministre d'Australie, au Papua Besena Movement et à tous les autres journaux et individus qu'il sera jugé souhaitable; que la Southern Highlands District Area Authority, qui parle pour plus de 200 000 personnes, s'oppose énergiquement à toute modification du statut du pays sans une consultation préalable de la population par voie de référendum; qu'une question aussi importante que l'indépendance doit être tranchée par référendum" 1/.

1/ Le compte rendu du débat à l'issue duquel la résolution a été adoptée peut être consulté au Secrétariat.

Les orateurs ont déclaré irrecevable l'excuse selon laquelle un référendum serait trop onéreux, estimant que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée, aidé par le Gouvernement australien et l'Organisation des Nations Unies, pourrait sans difficulté financer un référendum.

Nous soumettons ces conclusions à votre examen et vous prions de bien vouloir nous faire parvenir une réponse.

Veillez agréer, etc.

Le Président,
(Signé) POSU ANK
